

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30711]

17 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 17 modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 5 du 18 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège communal, n° 6 du 24 mars 2020 relatif aux réunions des collèges communaux et provinciaux et organes de gestion, des régies communales autonomes, des régies provinciales autonomes, des associations de projet et des intercommunales, n° 7 du 24 mars 2020 relatif aux réunions des bureaux permanents des centres publics d'action sociale et organes de gestion des associations Chapitre XII, n° 8 du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil provincial par l'article L2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège provincial et n° 9 du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu la Nouvelle loi communale et plus précisément l'article 135, § 2, alinéa 2, 5° ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du coronavirus ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 5 du 18 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège communal ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 6 du 24 mars 2020 relatif aux réunions des collèges communaux et provinciaux et organes de gestion, des régies communales autonomes, des régies provinciales autonomes, des associations de projet et des intercommunales ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 7 du 24 mars 2020 relatif aux réunions des bureaux permanents des centres publics d'action sociale et organes de gestion des associations Chapitre XII ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 8 du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil provincial par l'article L2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège provincial ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 9 du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique ;

Considérant le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge ;

Considérant la décision du Gouvernement fédéral du 15 avril 2020 décidant de prolonger la période de confinement jusqu'au 3 mai 2020 inclus ;

Que, partant, il convient de prolonger les mesures de délégation d'exercice des compétences et les modalités de réunions des organes ;

Considérant qu'il ne peut être exclu que les communes, provinces et CPAS soient amenés à adopter à très bref délai des règlements spécifiques visant, notamment, à prévenir la propagation de la crise sanitaire précitée ;

Considérant que dans ces circonstances exceptionnelles et afin d'assurer la continuité du service public et l'exercice des missions indispensables des pouvoirs locaux, il convient que les compétences des conseils qui doivent être exercées dans l'urgence le soient par les Collèges communaux et provinciaux ainsi que par les Bureaux permanents ;

Considérant que ces derniers sont tenus de motiver l'urgence et, partant, l'impérieuse nécessité, qui justifie leur action sur la base du présent arrêté ;

Que, dans ce cadre, il convient d'avoir égard à l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2 du 18 mars 2020 relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation wallonnes ou adoptés en vertu de celle-ci ainsi que ceux fixés dans les lois et arrêtés royaux relevant des compétences de la Région wallonne en vertu de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Que les délais de rigueur qui s'imposent aux communes, provinces et CPAS sont en effet suspendus en exécution de celui-ci et ne peuvent dès lors en principe, sauf exception dûment motivée, justifier l'urgence ;

Considérant que les décisions non urgentes relevant des attributions des conseils seront donc exercées par ces derniers quand ils se réuniront à nouveau ;

Qu'au besoin et en cas d'allongement ou d'aggravation des circonstances sanitaires exceptionnelles précitées, cette mesure exceptionnelle sera revue ou prolongée ;

Considérant que lorsque les collèges se substituent aux conseils en application du présent arrêté, leurs décisions sont soumises au contrôle de tutelle tel qu'il se serait appliqué à une décision des conseils ;

Qu'il convient également de régler dans l'urgence et sans attendre le fonctionnement des collèges communaux, provinciaux, des organes de gestion ainsi que des Bureaux permanents. A défaut, leur action risque totalement paralysée le temps de la pandémie ;

Qu'il convient dans ces conditions exceptionnelles d'autoriser que ces instances puissent se réunir sous la forme de vidéo ou téléconférence ou, si aucun moyen technologique semblable ne peut être mis en œuvre, via courriel ;

Qu'au besoin et en cas d'allongement ou d'aggravation des circonstances sanitaires exceptionnelles précitées, cette mesure exceptionnelle sera revue ou prolongée ;

Considérant qu'au vu de l'article 3 du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le présent arrêté « de pouvoirs spéciaux » ne doit pas être soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, cette dernière ayant en tout état de cause invité le Gouvernement à éviter de déposer des demandes d'avis dans l'urgence. Le décret confirmant le présent arrêté sera soumis à la section de législation du Conseil d'Etat ;

Sur proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 5 du 18 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil communal par l'article L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège communal est remplacé par ce qui suit :

« Article 1^{er}. Du 19 mars 2020 au 3 mai 2020 inclus, les attributions du conseil communal visées par les articles L1122-30 et L1122-33 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation sont exercées par le Collège communal aux seules fins d'assurer la continuité du service public malgré la pandémie de Covid-19 et dans la mesure où l'urgence de son action et l'impérieuse nécessité sont motivées. ».

Art. 2. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 6 du 24 mars 2020 relatif aux réunions des collèges communaux et provinciaux et organes de gestion, des régies communales autonomes, des régies provinciales autonomes, des associations de projet et des intercommunales, les mots « Pour une durée de 30 jours à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « Du 23 mars 2020 au 3 mai 2020 inclus ».

Art. 3. A l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 7 du 24 mars 2020 relatif aux réunions des bureaux permanents des centres publics d'action sociale et organes de gestion des associations Chapitre XII, les mots « Pour une durée de 30 jours à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « Du 23 mars 2020 au 3 mai 2020 inclus ».

Art. 4. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 8 du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil provincial par l'article L2212-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par le collège provincial, les mots « Pour une durée de 30 jours à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « Du 23 mars 2020 au 3 mai 2020 inclus ».

Art. 5. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 9 du 24 mars 2020 relatif à l'exercice des compétences attribuées au conseil de l'action sociale par l'article 24 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale par le bureau permanent, les mots « Pour une durée de 30 jours à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté » sont remplacés par les mots « Du 23 mars 2020 au 3 mai 2020 inclus ».

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa signature.

Art. 7. Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P.-Y. DERMAGNE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/30711]

17. APRIL 2020 — Sondervollmächtenenerlass der Wallonischen Regierung Nr. 17 zur Abänderung der Sondervollmächtenenerlasse der Wallonischen Regierung Nr. 5 vom 18. März 2020 über die Ausübung der dem Gemeinderat durch Artikel L1122-30 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung übertragenen Befugnisse durch das Gemeindegremium, Nr. 6 vom 24. März 2020 betreffend die Sitzungen der Gemeinde- und Provinzialkollegien sowie der Verwaltungsorgane, der autonomen Gemeinderegionen, der autonomen Provinzialregionen, der Projektvereinigungen und der Interkommunalen, Nr. 7 vom 24. März 2020 betreffend die Sitzungen der ständigen Präsidien der Öffentlichen Sozialhilfezentren und Verwaltungsorgane der Vereinigungen Kapitel XII, Nr. 8 vom 24. März 2020 betreffend die Ausübung durch das Provinzialkollegium der Befugnisse, die durch Artikel L2212-32 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung dem Provinzialrat zugewiesen sind und Nr. 9 betreffend die Ausübung durch das ständige Präsidium der Befugnisse, die durch Artikel 24 des Gesetzes des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren dem Sozialhilferat zugewiesen sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des neuen Gemeindegesetzes und insbesondere Artikel 135 § 2 Absatz 2 Ziffer 5;

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung;

Aufgrund des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise;

Aufgrund des Sondervollmächtenenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 5 vom 18. März 2020 über die Ausübung der dem Gemeinderat durch Artikel L1122-30 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung übertragenen Befugnisse durch das Gemeindegremium;

Aufgrund des Sondervollmächtenenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 6 betreffend die Sitzungen der Gemeinde- und Provinzialkollegien sowie der Verwaltungsorgane, der autonomen Gemeinderegionen, der autonomen Provinzialregionen, der Projektvereinigungen und der Interkommunalen;

Aufgrund des Sondervollmächtenenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 7 vom 24. März 2020 betreffend die Sitzungen der ständigen Präsidien der Öffentlichen Sozialhilfezentren und Verwaltungsorgane der Vereinigungen Kapitel XII;

Aufgrund des Sondervollmächtenenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 8 vom 24. März 2020 über die Ausübung der dem Provinzialrat durch Artikel L2212-32 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung übertragenen Befugnisse durch das Provinzialkollegium;

Aufgrund des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 9 betreffend die Ausübung durch das ständige Präsidium der Befugnisse, die durch Artikel 24 des Gesetzes des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren dem Sozialhilferat zugewiesen sind;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungsgefahr, seines Sterblichkeitsrisikos und der Zahl der entdeckten Fälle;

In Erwägung der Verbreitung des Coronavirus COVID-19 auf europäischem Gebiet und in Belgien;

In Erwägung des Gesundheitsrisikos, das das Coronavirus COVID-19 für die belgische Bevölkerung darstellt;

In Erwägung des Beschlusses der Föderalregierung vom 15. April 2020, die Periode der Ausgangsbeschränkungen bis einschließlich 3. Mai 2020 zu verlängern;

In der Erwägung, dass es daher angebracht ist, die Maßnahmen zur Übertragung der Befugnisse und die Modalitäten für die Sitzungen der Organe zu verlängern;

In der Erwägung, dass auch nicht ausgeschlossen werden kann, dass die Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ sehr kurzfristig spezifische Verordnungen erlassen müssen, insbesondere um die Ausbreitung der oben genannten Gesundheitskrise zu verhindern;

In der Erwägung, dass es unter diesen außergewöhnlichen Umständen und um die Kontinuität des öffentlichen Dienstes und die Ausübung der unverzichtbaren Aufgaben der lokalen Behörden zu gewährleisten, angebracht ist, dass die Befugnisse der Räte, die dringend ausgeübt werden müssen, von den Gemeinde- und Provinzialkollegien und den ständigen Präsidien ausgeübt werden;

In der Erwägung, dass diese Organe verpflichtet sind, die Dringlichkeit, und demnach ebenfalls die zwingende Notwendigkeit, die ihre Aktion aufgrund des vorliegenden Erlasses rechtfertigt, zu begründen;

Dass in diesem Rahmen auf den Sondervollmächtererlass Nr. 2 vom 18. März 2020 über die zeitweilige Aussetzung der zwingenden Fristen und der Beschwerdefristen, die in den gesamten wallonischen Rechts- und Verordnungsvorschriften festgelegt sind oder kraft dieser Vorschriften angenommen worden sind, sowie der Fristen, die in den Gesetzen und Königlichen Erlassen festgelegt sind, die kraft des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu verweisen ist;

Dass die zwingenden Fristen, die den Gemeinden, Provinzen und ÖSHZ auferlegt sind, in der Tat in Ausführung dieses Erlasses ausgesetzt werden, und somit außer in gebührend begründeten Ausnahmefällen grundsätzlich keine Dringlichkeit mehr rechtfertigen können;

In der Erwägung, dass die nicht dringenden Beschlüsse, die in den Zuständigkeitsbereich der Räte fallen, somit von diesen gefasst werden sollen, sobald diese sich wieder versammeln;

In der Erwägung, dass diese Ausnahmemaßnahme bei Bedarf und im Falle der Verlängerung oder Verschlimmerung der oben genannten außergewöhnlichen Gesundheitslage überarbeitet oder verlängert wird;

In der Erwägung, dass, wenn die Kollegien in Anwendung des vorliegenden Erlasses die Räte ersetzen, ihre Beschlüsse der Aufsichtskontrolle unterliegen, so wie dies für einen Beschluss der Räte gelten würde;

In der Erwägung, dass die Arbeitsweise der Gemeindegremien, der Provinzialkollegien, der Verwaltungsorgane und der ständigen Präsidien ebenfalls dringend und unverzüglich behandelt werden sollte; Anderenfalls könnte ihr Wirken während der Pandemie völlig zum Erliegen kommen;

Dass es unter diesen außergewöhnlichen Umständen angebracht ist, diesen Organen zu gestatten, per Video- oder Telekonferenz oder, wenn kein vergleichbares technisches Mittel eingesetzt werden können, per E-Mail zusammenzutreten;

In der Erwägung, dass diese Ausnahmemaßnahme bei Bedarf und im Falle der Verlängerung oder Verschlimmerung der oben genannten außergewöhnlichen Gesundheitslage überarbeitet oder verlängert wird;

In der Erwägung, dass auf der Grundlage von Artikel 3 des Dekrets vom 17. März 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung im Rahmen der Covid-19-Gesundheitskrise, der vorliegende Sondervollmächtererlass nicht dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unterbreitet werden muss, da Letztere die Regierung aufgefordert hat, die Einreichung von Anträgen auf Begutachtung im Dringlichkeitsverfahren generell zu vermeiden. Das Dekret zur Bestätigung des vorliegenden Erlasses wird der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates unterbreitet;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden und Städte;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 5 vom 18. März 2020 über die Ausübung der dem Gemeinderat durch Artikel L1122-30 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung übertragenen Befugnisse durch das Gemeindegremium wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Artikel 1 - Vom 19. März 2020 bis zum 3. Mai 2020 einschließlich werden die in den Artikeln L1122-30 und L1122-33 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung genannten Befugnisse des Gemeinderats ausschließlich zum Zwecke der Gewährleistung der Kontinuität des öffentlichen Dienstes trotz der Covid-19-Pandemie durch das Gemeindegremium ausgeübt, soweit die Dringlichkeit seiner Aktion und die zwingende Notwendigkeit begründet sind.“.

Art. 2 - Art. 2 - In Artikel 1 § 1 Absatz 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 6 vom 24. März 2020 betreffend die Sitzungen der Gemeinde- und Provinzialkollegien sowie der Verwaltungsorgane, der autonomen Gemeinderegionen, der autonomen Provinzialregionen, der Projektvereinigungen und der Interkommunalen werden die Wörter „Während eines Zeitraums von 30 Tagen nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses“ durch die Wörter „Vom 23. März 2020 bis zum 3. Mai 2020 einschließlich“ ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 1 § 1 Absatz 1 der französischen Fassung des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 7 vom 24. März 2020 betreffend die Sitzungen der ständigen Präsidien der Öffentlichen Sozialhilfezentren und Verwaltungsorgane der Vereinigungen Kapitel XII werden die Wörter „Pour une durée de 30 jours à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté“ durch die Wörter „Du 23 mars 2020 au 3 mai 2020 inclus“ ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 1 des Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung Nr. 8 vom 24. März 2020 betreffend die Ausübung durch das Provinzialkollegium der Befugnisse, die durch Artikel L2212-32 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung dem Provinzialrat zugewiesen sind, werden die Wörter „Für eine Dauer von 30 Tagen ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses“ durch die Wörter „Vom 23. März 2020 bis zum 3. Mai 2020 einschließlich“ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 1 der französischen Fassung des Sondervollmachtenerlasses der Wallonischen Regierung Nr. 9 vom 24. März 2020 betreffend die Ausübung durch das ständige Präsidium der Befugnisse, die durch Artikel 24 des Gesetzes des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren dem Sozialhilferat zugewiesen sind, werden die Wörter "Pour une durée de 30 jours à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté" durch die Wörter "Du 23 mars 2020 au 3 mai 2020 inclus" ersetzt.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Unterzeichnung in Kraft.

Art. 7 - Der Minister für lokale Behörden und Städte wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. April 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

P.-Y. DERMAGNE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/30711]

17 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 17 tot wijziging van de besluiten van de Waalse Regering nr. 5 van 18 maart 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L1122-30 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend, nr. 6 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges en beheersorganen, van de autonome gemeentebedrijven, van de autonome provinciebedrijven, van de projectverenigingen en de intercommunales, nr. 7 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de vaste bureaus van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de raden van bestuur van de Verenigingen Hoofdstuk XII, nr. 8 van 24 maart 2020 betreffende de uitoefening door het provinciecollege van de bevoegdheden toegekend aan de provincieraad bij artikel L2212-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en nr. 9 betreffende de uitoefening door het vast bureau van de bevoegdheden toegekend aan de raad voor maatschappelijk welzijn bij artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid op artikel 135, § 2, tweede lid, 5°;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 5 van 18 maart 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L1122-30 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 6 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges en beheersorganen, van de autonome gemeentebedrijven, van de autonome provinciebedrijven, van de projectverenigingen en de intercommunales;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 7 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de vaste bureaus van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de raden van bestuur van de Verenigingen Hoofdstuk XII;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 8 van 24 maart 2020 betreffende de uitoefening door het provinciecollege van de bevoegdheden toegekend aan de provincieraad bij artikel L2212-32 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 9 van 24 maart 2020 betreffende de uitoefening door het vast bureau van de bevoegdheden toegekend aan de raad voor maatschappelijk welzijn bij artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat de WGO het coronavirus COVID-19 als pandemie gelabeld heeft op 11 maart 2020;

Gelet op de verklaring van de WGO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico en het aantal ontdekte gevallen;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op het Europese grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op de beslissing van de federale Regering van 15 april 2020 om de inperkingsperiode te verlengen tot en met 3 mei 2020;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen is de maatregelen voor de delegatie van de uitoefening van bevoegdheden en de modaliteiten voor de vergaderingen van de organen te verlengen;

Overwegende dat er ook kan niet worden uitgesloten dat de gemeenten, provincies en OCMW's op zeer korte termijn specifieke verordeningen moeten vaststellen, die met name bedoeld zijn om de verspreiding van bovengenoemde gezondheidscrisis te voorkomen;

Overwegende dat het, in deze uitzonderlijke omstandigheden en om de continuïteit van de openbare dienstverlening en de uitoefening van de onontbeerlijke opdrachten van de plaatselijke besturen te garanderen, passend is dat de bevoegdheden van de raden die dringend moeten worden uitgeoefend, door de gemeente- en provinciecolleges alsook door de vaste bureaus worden uitgeoefend;

Overwegende dat laatstgenoemden het dringend karakter, en dus de dwingende noodzaak, die hun optreden op basis van dit besluit rechtvaardigt, moeten motiveren;

Dat het in dit verband passend is om rekening te houden met het besluit van bijzondere machten nr. 2 van 18 maart 2020 betreffende de tijdelijke opschorting van dwingende termijnen en termijnen voor het indienen van beroepen vastgesteld in de gezamenlijke Waalse wetgeving en reglementering of aangenomen krachtens deze, evenals die vastgesteld in de wetten en koninklijke besluiten vallend onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest krachtens de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980;

Dat de dwingende termijnen die aan de gemeenten, provincies en OCMW's worden opgelegd, in uitvoering van bedoeld besluit daadwerkelijk worden opgeschort en dus in principe, behoudens behoorlijk gemotiveerde uitzondering, de dringende noodzakelijkheid niet kunnen rechtvaardigen;

Overwegende dat de niet-dringende beslissingen die onder de bevoegdheid van de raden vallen, derhalve door laatstgenoemden zullen worden uitgeoefend wanneer ze opnieuw bijeenkomen;

Dat deze uitzonderlijke maatregel zo nodig en in geval van verlenging of verergering van de hierboven genoemde uitzonderlijke gezondheidsomstandigheden zal worden herzien of verlengd;

Overwegende dat wanneer de colleges bij de toepassing van dit besluit in de plaats komen van de raden, hun beslissingen aan de toezichtscontrole worden onderworpen zoals die op een beslissing van de raden van toepassing zou zijn geweest;

Overwegende dat het heden passend is, dringend en zonder dralen de werking van de gemeentecolleges, provinciecolleges, beheersorganen en vaste bureaus te regelen. Zoniet dreigt hun handelen volledig lamgelegd te worden tijdens de tijd die de pandemie duurt;

Dat het in deze uitzonderlijke omstandigheden passend is om deze instellingen te laten vergaderen per videoconferentie of teleconferentie, indien soortgelijke technologische middelen niet kunnen worden toegepast, per e-mail;

Dat deze uitzonderlijke maatregel zo nodig en in geval van verlenging of verergering van de hierboven genoemde uitzonderlijke gezondheidsomstandigheden zal worden herzien of verlengd;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19, dit besluit "van bijzondere machten" niet moet worden onderworpen aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State, die de Regering in elk geval heeft verzocht om geen adviesaanvragen dringend in te dienen. Het decreet tot bevestiging van dit besluit zal worden voorgelegd aan de afdeling Wetgeving van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 5 van 18 maart 2020 betreffende de uitoefening door het gemeentecollege van de bevoegdheden die bij artikel L1122-30 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie aan de gemeenteraad worden toegekend, wordt vervangen als volgt:

"Artikel 1. Van 19 maart 2020 tot en met 3 mei 2020 worden de bevoegdheden van de gemeenteraad als bedoeld in de artikel L1122-30 en L1122-33 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie door het gemeentecollege uitgeoefend met als enig doel de continuïteit van de openbare dienstverlening ondanks de pandemie Covid-19 te garanderen en voor zover het dringend karakter van zijn optreden en de dwingende noodzaak gerechtvaardigd zijn."

Art. 2. In artikel 1, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 6 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de gemeente- en provinciecolleges en beheersorganen, van de autonome gemeentebedrijven, van de autonome provinciebedrijven, van de projectverenigingen en de intercommunales worden de woorden "Gedurende een periode van 30 dagen te rekenen vanaf de dag van de inwerkingtreding van dit besluit" vervangen door de woorden "Van 23 maart 2020 tot en met 3 mei 2020".

Art. 3. In artikel 1, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 7 van 24 maart 2020 betreffende de vergaderingen van de vaste bureaus van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en van de raden van bestuur van de Verenigingen Hoofdstuk XII worden de woorden "Gedurende een periode van 30 dagen te rekenen vanaf de dag van de inwerkingtreding van dit besluit" vervangen door de woorden "Van 23 maart 2020 tot en met 3 mei 2020".

Art. 4. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 8 van 24 maart 2020 betreffende de uitoefening door het provinciecollege van de bevoegdheden toegekend aan de provincieraad bij artikel L2212-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de woorden "Gedurende een periode van 30 dagen te rekenen vanaf de dag na de inwerkingtreding van dit besluit door de Regering" vervangen door de woorden "Van 23 maart 2020 tot en met 3 mei 2020".

Art. 5. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 9 van 24 maart 2020 betreffende de uitoefening door het vast bureau van de bevoegdheden toegekend aan de raad voor maatschappelijk welzijn bij artikel 24 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn worden de woorden "Gedurende een periode van 30 dagen te rekenen vanaf de dag van de inwerkingtreding van dit besluit" vervangen door de woorden "Van 23 maart 2020 tot en met 3 mei 2020".

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag na de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 7. De Minister van de Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 april 2020.

Voor de Waalse Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
P.-Y. DERMAGNE